

N° 338

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

Annexe au procès-verbal de la séance du 24 mai 1983.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

sur l'Exposition universelle de 1989.

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

(Renvoyé à une commission spéciale, en application de l'article 16, alinéa 3, du Règlement.)

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, le projet de loi dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7^e législ.) 1458, 1504 et in-8° 365.

Expositions, . . . ons. -- Baux d'habitation - Collectivités locales - Domaine public et privé - Etablissements publics - Expropriation - Ile-de-France - Logement social - Paris - Permis de construire - P.O.S. - Subventions - Tourisme - Urbanisme.

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier.

Une exposition universelle, placée sous le régime de la convention du 22 novembre 1928 modifiée par le protocole du 30 novembre 1972 concernant les expositions internationales, aura lieu à Paris en 1986

Article premier *bis* (nouveau).

La préparation, le déroulement et les suites de l'exposition universelle contribuent au développement harmonieux de Paris et de sa région dans le domaine social, économique et culturel.

Art. 2.

Le commissaire général de l'exposition, nommé par décret, est placé sous l'autorité du Premier ministre. Il exerce les pouvoirs de représentation du Gouvernement français, prévus à l'article 12 de la convention mentionnée à l'article précédent. Il fixe les orientations pour la préparation, l'organisation, la réalisation et la gestion de l'exposition universelle.

Il a la responsabilité de l'ensemble de l'exposition. Il garantit l'exécution des engagements pris vis-à-vis des exposants.

Il rend compte de sa gestion et des résultats de l'exposition dans un rapport publié dans un délai de deux ans à compter de la clôture de l'exposition.

Art. 2 bis (nouveau).

Un conseil supérieur de l'exposition composé de représentants du Parlement et des collectivités territoriales, ainsi que de personnalités choisies pour leurs compétences dans le domaine scientifique, culturel, artistique, économique ou social, est consulté par le commissaire général sur les grandes orientations de l'exposition.

Art. 3.

Il est créé un établissement public national à caractère industriel et commercial, dénommé établissement public pour l'exposition universelle de 1989, et placé sous la tutelle du Premier ministre.

Art. 4.

Cet établissement a pour mission de préparer, d'organiser, de réaliser et de gérer l'exposition universelle de 1989.

Il procède aux études et effectue les opérations de construction en rapport avec sa mission.

Art. 5.

L'établissement public est administré par un conseil d'administration composé :

— de représentants de l'Etat pour moitié plus un de ses membres ;

— de représentants de la ville de Paris, de la région d'Ile-de-France, des collectivités locales concernées, ainsi que de personnalités qualifiées.

Le président du conseil d'administration est nommé par décret.

Le conseil d'administration de l'établissement public établit trimestriellement un compte d'emploi des crédits mis à la disposition de cet établissement. Ce compte, accompagné d'un rapport justificatif, est adressé sans délai au Premier ministre qui le dépose sur le bureau des assemblées parlementaires.

Art. 6.

Le commissaire général prépare les délibérations du conseil d'administration. Il en exécute les décisions.

Art. 6 bis (nouveau).

Les conditions dans lesquelles seront exécutées les opérations budgétaires qui découlent de la présente loi seront fixées par des lois de finances.

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES
A LA RÉALISATION
DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE

Art. 7.

Un plan directeur d'aménagement des sites de l'exposition universelle fixe le périmètre de l'exposition ; il détermine notamment, à l'intérieur de ce périmètre, le schéma général d'organisation, les infrastructures principales, les principes de desserte, ainsi que les mesures relatives à la protection des monuments historiques et des sites.

Le plan directeur d'aménagement des sites est préparé par le commissaire général avec la participation de la ville de Paris et, si le périmètre de l'exposition s'étend au-delà des limites territoriales de la ville de Paris, avec la participation des autres communes sur le territoire desquelles l'exposition sera implantée.

Il est approuvé par l'autorité administrative après avis du conseil de Paris et, le cas échéant, des conseils municipaux des autres communes d'implantation. Ces avis sont réputés favorables s'ils ne sont pas intervenus dans un délai de trois mois après la transmission du projet de plan.

En cas d'avis défavorable d'un conseil municipal ou du conseil de Paris, le plan directeur est approuvé par décret en Conseil d'Etat.

Le plan directeur approuvé est tenu à la disposition du public.

Art. 8.

Un plan directeur régional de l'exposition universelle détermine notamment, à l'extérieur du périmètre de l'exposition, la nature et le tracé des grands équipements d'infrastructure rendus nécessaires par l'exposition universelle, ainsi que la localisation et la nature des principales opérations concourant à sa réalisation et, en particulier, celles qui sont liées à l'accueil et à l'hébergement des visiteurs.

Le plan directeur régional est compatible avec le plan directeur d'aménagement des sites de l'exposition.

Le plan directeur régional est préparé, conformément aux directives du commissaire général, par le représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France avec la participation de la région d'Ile-de-France.

Il est approuvé par l'autorité administrative après avis du conseil régional d'Ile-de-France, des conseils généraux des départements intéressés et du conseil de Paris. Ces avis sont réputés favorables s'ils ne sont pas intervenus dans un délai de trois mois après la transmission du projet de plan.

En cas d'avis défavorable du conseil régional, du conseil de Paris ou d'un conseil général, le plan directeur régional est approuvé par décret en Conseil d'Etat.

Le plan directeur approuvé est tenu à la disposition du public.

Art. 9.

L'approbation des plans directeurs mentionnés aux articles 7 et 8 de la présente loi emporte, suivant la nature et la durée des ouvrages figurant sur ces plans, dérogation temporaire ou modification définitive des dispositions non conformes du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France et des schémas directeurs approuvés en application de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme.

Art. 10.

Les opérations qui concourent à la réalisation de l'exposition universelle constituent des opérations d'intérêt national et des projets d'intérêt général, au sens de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. La liste de ces opérations est fixée par décret.

Pour ces opérations, les délais de trois mois prévus au cinquième et au sixième alinéas de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme sont ramenés à un mois.

Art. 11.

A l'intérieur de périmètres définis par l'autorité administrative pour la mise en œuvre des plans directeurs mentionnés aux articles 7 et 8 ci-dessus, il peut

être sursis à statuer dans les conditions et délais définis à l'article L. 111-8 du code de l'urbanisme, sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations qui sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations nécessitées par l'exposition universelle.

Les périmètres visés à l'alinéa précédent font l'objet, préalablement à cette définition, d'un avis du maire de la ou des communes concernées. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans le délai d'un mois.

Art. 12.

Les propriétaires auxquels une décision de sursis à statuer a été opposée en application de l'article 11 ci-dessus, peuvent exiger de la collectivité ou de l'établissement public qui réalise les opérations, qu'elle procède à l'acquisition de leur terrain, qu'il soit bâti ou non bâti, dans les conditions et délais définis à l'article L. 123-9 du code de l'urbanisme.

Art. 13.

Un décret fixe la liste des immeubles dépendant du domaine privé de l'Etat nécessaires à l'aménagement de l'exposition universelle et met fin aux baux et conventions d'occupation dont ils font l'objet ; l'Etat verse, le cas échéant, aux occupants évincés une indemnité d'éviction fixée, à défaut d'accord amiable, comme en matière d'expropriation.

Un décret fixe la consistance du domaine public de l'Etat et de ses établissements publics nécessaires à l'organisation de l'exposition et met fin aux concessions et autorisations d'occupation dont ils font l'objet.

Les immeubles sont mis gratuitement à la disposition de l'établissement public mentionné à l'article 3. Il en est de même de ceux d'entre eux dont la gestion a été confiée à des établissements publics de l'Etat ou à des sociétés nationales qui sont repris par l'Etat dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

L'établissement public assure la gestion de ces immeubles.

Art. 14.

La procédure prévue aux articles L. 15-6, L. 15-7 et L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être appliquée en vue de la prise de possession immédiate, par l'Etat ou par l'établissement public, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis dont l'utilisation est nécessaire à l'organisation de l'exposition universelle.

L'expropriant assure le relogement des locataires ou occupants des locaux d'habitation, d'habitation et à usage professionnel ou à usage professionnel dans les conditions prévues par les articles L. 14-1, L. 14-2 et L. 14-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 15.

Les installations et constructions temporaires à l'intérieur du périmètre du plan directeur d'aménagement des sites de l'exposition ne sont soumises ni aux autorisations, déclarations ou actes relatifs à l'occupation ou à l'utilisa-

tion des sols prévus par le code de l'urbanisme, ni aux dispositions des lois du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites.

Pour les installations et constructions mentionnées à l'alinéa premier du présent article, les autorisations de travaux sont délivrées par le commissaire général, après avis du maire de la commune concernée. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans le délai de deux mois à compter de la saisine du maire.

Art. 16.

Pour faire face aux besoins d'hébergement liés à l'exposition universelle, les propriétaires peuvent être autorisés, nonobstant toute disposition contraire, à louer temporairement, en vue de la satisfaction de ces besoins, des logements libres d'occupation ayant bénéficié ou bénéficiant :

- d'aides de l'Etat en application de l'article L. 301-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- ou de prêts réglementés par l'Etat.

Dans la mesure où ils font obstacle à la location temporaire et pendant la durée de l'autorisation mentionnée ci-dessus, les effets des dispositions des articles L. 311-1 à L. 311-14 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux primes et prêts à la construction, des articles L. 322-1 à L. 322-3 relatifs aux primes de l'Etat à l'amélioration de l'habitat, et des articles L. 351-1 à L. 353-18 relatifs à l'aide personnalisée au logement, et des textes pris pour leur application, peuvent faire l'objet de dérogations temporaires.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 17.

L'établissement public assure la suppression ou la démolition des installations ou des constructions temporaires ainsi que la remise en état des terrains dans le délai d'un an à compter de la clôture de l'exposition.

Passé ce délai, la suppression ou la démolition des installations ou des constructions situées sur une propriété privée ou sur le domaine privé d'une personne morale de droit public peut être ordonnée par l'autorité judiciaire.

Art. 18.

L'établissement public sera supprimé par décret. A défaut d'un décret intervenu dans un délai de trois ans à compter de la clôture de l'exposition, il sera supprimé de plein droit. L'Etat est alors subrogé dans les droits et obligations de l'établissement public.

Art. 19.

Les modalités d'application des articles 7, 8, 11, 16 et 18 de la présente loi seront fixées par décret en Conseil d'Etat.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 mai 1983.

Le Président,

Signé : LOUIS MERMAZ.